

---

**ONU-HABITAT**  
**GROUPE CONSULTATIF SUR LES EXPULSIONS FORCÉES**

**INFORMATION SUR DES CAS IMPORTANTS**

*Veillez essayer d'être analytique: cela nous aidera à comprendre en profondeur la situation et la dimension humaine des personnes impliquées dans les expulsions forcées.*

**>>> Envoyer le formulaire à IAI: [info@habitants.org](mailto:info@habitants.org) <<<**

---

**A: Menace d'expulsion**

♦ **Enjeux pour la ville, les communautés et les familles menacées d'expulsion**

1. Nom et localisation de la communauté menacée d'expulsion

Zone du Lac de Porur, près de Chennai – le lac se trouve à la limite des districts de Thiruvallur et Kancheepuram de l'Etat de Tamil Nadu, en Inde.

Les bidonvilles de la zone du Lac de Porur sont divisés ainsi : Ambedkar Nagar, Ambedkar Nagar Ouest, Samathuva Nagar (qui appartient au district de Thiruvallur), Selvaganapathy Nagar, Anna Nagar (qui appartiennent au district de Kancheepuram)

2. Situation de la ville (taille, localisation, etc.)

Chennai, connue autrefois sous le nom de Madras, est la capitale de l'Etat de [Tamil Nadu](#) et la quatrième métropole de l'Inde. Elle est localisée sur la côte de [Coromandel](#) de la Baie du Bengale: avec une population estimée à 6,96 millions (2006), cette ville de 368 ans est la 34<sup>ème</sup> zone métropolitaine mondiale.

Porur est une petite commune qui se trouve dans la région étendue de la ville de Chennai. C'est principalement une des zones résidentielles de l'aire métropolitaine de Chennai. La région présente un nombre de colonies résidentielles et de petites localités habitées par la population métropolitaine.

Le Lac de Porur est une des principales ressources en eau pour les résidents de [Chennai](#).

Pour plus de détails - <http://en.wikipedia.org/wiki/Porur>

Image satellite du Lac de Porur - <http://wikimapia.org/211118/>

Image satellite de la zone d'expulsion (côté sud du Lac de Porur) -

<http://wikimapia.org/#y=13034464&x=80149394&z=17&l=0&m=a&v=2>

3. Nombre estimé de familles touchées

Le nombre estimé de familles touchées est de six mille, et la population totale serait d'environ trente mille.

4. Brève description de la situation des familles

Les familles ont pour la plupart migré des districts voisins comme ceux de Cuddalore, Villupuram, Kancheepuram, Thiruvallur, Thiruvannamalai et Vellore, et de l'Etat de Ponduchery (Pondicherry.) Ils sont venus et se sont installés là dans le but de chercher du travail etc. Ils travaillent comme nettoyeurs de camion, maçons, serveurs d'hôtel, travailleurs sans qualification, balayeurs et chiffonniers.

Ils sont presque tous embauchés dans le secteur informel. Ils vivent presque tous sous le seuil de pauvreté. Le tiers de la population est locataire.

Leurs enfants étudient dans diverses écoles et collèges à proximité de leurs maisons dans cette

zone. Environ 5000 élèves seraient touchés par les expulsions.

♦ **Le cas**

5. Situation et historique du cas

Depuis quinze ans et plus ces familles étaient installées autour de ce lac. D'après la loi ce sont des empiètements illégaux. Ces « soi-disant » empiètements commencent de manière uniforme. Tout d'abord, d'habitude, des accapareurs de terrains de connivence avec les partis politiques encouragent les personnes sans terre à « réserver » la parcelle de leur choix après un paiement symbolique. Une fois le nombre de « réservations » suffisant, la construction de baraques en chaume commence avec la bénédiction du personnel des niveaux inférieurs du service des impôts. Les « Certificat de Non Objection » requis sont obtenus pour solliciter les aménagements nécessaires. Les institutions locales fournissent leur accord pour la formation de nouvelles localités résidentielles malgré leur pleine conscience des violations. Les fonctionnaires des impôts délivrent la note « B » qui n'est qu'une quittance pour la somme reçue des occupants illégaux comme amende pour occupation illégale de la propriété du gouvernement. Exploitant l'ignorance de la plupart des habitants dans ces zones, les accapareurs de terrain convainquent les gens que de telles notes sont des indicateurs de propriété du terrain.

Entre les 23 et 25 novembre 2006, ces personnes ont été déplacées suite à une expulsion forcée lancée par les collectivités de Kancheepuram et de Thiruvallur (i.e. les autorités du district).

6. Information minimum sur les bases légales du cas

De par la loi, les bidonvilles de la zone du Lac de Porur sont des empiètements illégaux. Le Gouvernement d'Etat avait imposé une interdiction totale de toute forme de construction sur toute ressource en eau en 2002.

Il n'y a pas d'arrêté spécifique contre les bidonvilles de la zone du Lac de Porur, mais de nombreux arrêtés appuient les expulsions. Par exemple, le 26 août 2006, un décret de la Cour Suprême de Madras note « Il est inutile de dire qu'il n'y a pas de nécessité à donner un préavis pour la suppression et la démolition des empiètements sur la voie publique et les routes, puisque de tels empiètements seront passibles d'être supprimés sur-le-champ. Alors les aménagements de raccordements d'électricité ou d'égout seront aussi passibles d'être déconnectés sur-le-champ. » Il note également que « les violations de Réserve d'Espace Libre (OSR) ou les constructions illégales établies dans le lit des lacs, les bassins hydrographiques, les plaines de crues, les zones de règlement côtier (CRZ), etc. ont des répercussions écologiques et ne doivent pas être approuvées et les violations dans de tels cas doivent être démolies. »

En juin 2005, la Haute Cour de Justice de Madras a ordonné au Gouvernement « d'identifier toutes les ressources naturelles dans différentes zones de l'Etat et, dans le cas où des empiètements illégaux seraient trouvés, d'engager des démarches en accord avec les dispositions légales de référence pour restaurer ces réserves naturelles d'eau qui ont été classées en tant que telles dans la réglementation, de façon à ce que la souffrance des habitants de l'Etat due à la pénurie d'eau soit atténuée. »

Un autre arrêté de la Haute Cour de Justice du 6 juin 2002 avait demandé la création d'un comité au niveau de l'Etat présidé par le Ministre des Finances et des Lois pour contrôler les travaux liés à la destruction des empiètements.

Le Gouvernement exige des arrêtés pour la destruction des empiètements partout dans l'Etat. Les destructions au bulldozer ont commencé après que la Cour Suprême ait soutenu l'arrêté de la Haute Cour de Justice de Madras de supprimer 32 000 constructions illégales et non autorisées dans la ville. (Il n'est pas su si les bidonvilles de la zone du Lac de Porur sont inclus dans les 32 000 constructions non autorisées à Chennai.)

7. Raisons données pour les expulsions (officielles et autres)

Il a été dit aux gens qu'ils avaient occupé illégalement la zone du lac, qui est la réserve d'eau pour la ville de Chennai, et que cet endroit appartient au département des travaux publics du gouvernement d'Etat ainsi qu'au département des Autoroutes.

Il faut dire que la ville est inondée pendant la saison des pluies à cause des empiètements sur le lac, et que la zone du lac a été réduite d'un quart de sa surface originale. Le lac a été réduit à cause des empiètements.

Les officiels disent que les expulsions sont inévitables. Et qu'elles doivent être réalisées dans

l'intérêt public général.

#### 8. Les événements principaux ayant eu lieu jusqu'à maintenant (avec dates)

Les personnes vivant dans la zone du Lac de Porur ont été expulsées par la force sans notification préalable ou préavis (mais les officiels prétendent qu'ils ont donné des préavis.) Entre les 23 et 25 novembre 2006, jeudi et samedi, des policiers sont venus en grand nombre avec des pelleteuses et des bulldozers pour démolir toutes les installations.

Ce fut un choc pour ces personnes qu'une telle chose puisse se passer alors que tous les officiels du gouvernement leur avaient promis tous les équipements, et ils avaient de fait obtenus un approvisionnement en électricité, des équipements de bureau de poste et des bureau d'appel publics dans la zone elle-même.

La plainte principale des habitants est que l'expulsion ait été menée sans notification préalable. Ils n'ont pas eu le temps de retirer leurs objets de valeur de leurs maisons. Ils ont perdu toutes les fournitures domestiques pour lesquelles ils avaient économisé pendant des années. Certaines personnes ont confié qu'elles n'avaient même pas pu emporter les diplômes de leurs enfants.

#### 9. Noms des autorités réalisant l'expulsion

Ces expulsions forcées ont été exécutées et menées en la présence de deux receveurs du district de Thiruvallur et Kancheepuram, de receveurs adjoints des deux districts, d'inspecteurs des impôts, Ambathur Thasildar, Mr Palani, agent de l'administration de l'enregistrement des électeurs était présent à l'incident.

#### ♦ **La réponse aux expulsions**

#### 10. Niveau d'organisation de la communauté touchée (incluant noms des organisations, leur démarche, forces et faiblesses)

La communauté touchée n'est pas bien organisée, comme ils travaillent tous dans le secteur informel leur capacité d'organisation est faible.

Il y a quelques groupes d'entraide dans cette zone qui oeuvrent pour des raisons économiques. L'association résidentielle d'entraide n'est pas très puissante et n'est pas reconnue par la communauté, puisque le tiers de la population est locataire. Comme ils ne sont pas organisés, le gouvernement se dérobe de ses devoirs fondamentaux.

#### 11. Noms des structures de soutien travaillant en alliance avec la communauté touchée

Pasumai Thaayagam (Green Motherland)

Centre pour le travail social et la recherche (CSWR)

#### 12. Actions menées jusqu'ici par la communauté et/ou les structures de soutien pour résister aux expulsions et/ou pour développer des solutions créatives, alternatives

Comme les expulsions se sont déroulées en trois jours et que le mécanisme gouvernemental entier a été impliqué dans ce processus, la communauté locale n'a pas été capable de résister à cet événement.

Les structures de soutien (Pasumai Thaayagam et CSWR) ont été informées au cours des expulsions. Après les expulsions, une documentation vidéo a été produite, et la structure de soutien documente toutes les informations disponibles avec la communauté pour obtenir la réhabilitation.

Des opinions contre les expulsions forcées ont été publiées par Pasumai Thaayagam

#### 13. Consultations effectuées et logement alternatif et/ou compensation offerts par les autorités à la communauté touchée (si existant)

Aujourd'hui, chaque jour, les personnes touchées font des démarches pour rassembler les documents (qui peuvent être numéro de référence pour la réhabilitation) pour leur maison. Les officiels du gouvernement leur demandent de se présenter à différents bureaux gouvernementaux. Et la majorité de la population n'a pas obtenu ces documents.

Le gouvernement désigne des endroits pour la réhabilitation localisés à plus de 20 km de la zone d'expulsion. De nombreuses personnes ont vendu leurs moindres possessions pour leur survie quotidienne. Comme ces personnes travaillent dans des zones à proximité et dépendent pour la plupart de la ville, elles ne sont pas disposées à aller dans la nouvelle zone.

♦ **Suivi**

14. Stratégies pour des actions futures débattues / développées / proposées pour faire face aux menaces d'expulsion

Nous rassemblons et documentons toute les informations de la communauté, comme par exemple les preuves disponibles.

Nous prévoyons également une mission de rassemblement de données, sur la base de laquelle nous préparerons la prochaine action.

15. Evènements importants prévus (par exemple dates prévues d'expulsion, actions prévues, procès, développement d'alternatives, etc.)

Le 2 décembre 2006, le Gouvernement d'Etat a formé des comités aux niveaux de l'Etat et des districts pour engager des actions en temps limité pour la suppression des empiètements sur les terrains du Gouvernement.

De nombreuses expulsions forcées sont donc attendues sur tout l'Etat de Tamil Nadu.

16. Raisons pour lesquelles ce cas est un bon exemple pour le Groupe Consultatif. Idées sur ce que le Groupe Consultatif pourrait faire pour contribuer à une résolution réussie du cas.

Ce cas est une violation claire des droits de l'homme, plus de 30 000 personnes ont été expulsées de force de cette zone, et 5000 élèves sont touchés. Jusqu'ici il n'y a pas de réhabilitation explicite prévue par le gouvernement. Nous devons donc forcer le gouvernement à prendre des mesures de réhabilitation. Cela nous aidera à éviter de prochaines expulsions.

17. Adresse complète de la personne à contacter

R.ARUL,  
Secrétaire,  
PASUMAI THAAYAGAM (Green Mother Land),  
No. 9,(old No: 5), Lyn wood Lane,  
Mahalingapuram,  
CHENNAI -600 034,  
Tamil Nadu,  
INDE.

Email: [pasumaimail@yahoo.co.in](mailto:pasumaimail@yahoo.co.in)

Fax: +91-44-28172120

ONG de Statut Consultatif Spécial avec le Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC.)